

L'Étoile du Lac

Implantation du projet Optilab: un moratoire s'impose

Sabrina Malaison redaction.saguenay@tc.tc

Publié le 27 mars 2017



la répondante politique régionale de l'APTS, Lynn Brie ©Photo: TC Media-Sabrina Malaison

TRANSFERTS. La division régionale de l'Alliance du personnel professionnel et technique de la santé et des services sociaux (APTS) exige un moratoire au sujet d'OPTILAB.

De nombreuses inquiétudes grandissent à l'approche du 1er avril, où 70% des échantillons qui étaient analysés dans les six hôpitaux du Saguenay-Lac-Saint-Jean seront centralisés à Chicoutimi. Quelque 84 technologistes du CIUSSS de la Côte-Nord seront aussi transférés administrativement en région.

L'APTS et les technologistes de la région s'inquiètent des répercussions de tous ces changements sur les services donnés aux patients.

La technologiste du laboratoire de Jonquière Josée Cormier explique que les prélèvements des patients en externe subiront le double des manipulations avant même d'arriver par boîtes à Chicoutimi pour être analysés. Les délais qui augmenteront au minimum de 5h à 8h auront des impacts directs sur la santé de tous les bénéficiaires.

« Habituellement, lorsqu'un patient reçoit un résultat critique, on avise le médecin pour qu'il reçoive les soins le plus rapidement possible. Mais si leurs échantillons partent dans des boîtes, leur santé risque de se dégrader en attendant d'avoir les résultats de l'analyse.»

D'ailleurs, la répondante politique régionale de l'APTS, Lynn Brie, souligne l'absence de plan B en cas de bris du robot qui sert aux analyses biomédicales. «Lorsqu'il y a eu un bris majeur de l'appareil, le deuxième robot, plus petit, ne fournissait pas. On s'est retrouvé avec des délais de 48 heures. On doit avoir un plan de rechange.»

Dans la foulée de la réforme de la santé, le CIUSSS fermera la clinique d'anticoagulothérapie de Jonquière, laissant aux soins des pharmaciens ou médecins, 650 clients, dont plusieurs nécessitent un suivi rapproché.

La bénévole Marie-Ève Lefrançois du Centre d'action bénévole de Jonquière soulève que le quotidien des personnes âgées ou vulnérables s'en retrouve chamboulé. Certains préfèrent même annuler leurs rendez-vous plutôt que de baigner dans ces changements, ce qui peut s'avérer néfaste pour leur santé.

C'est pourquoi les intervenants demandent un moratoire dans le dossier OPTILAB pour prendre le temps de trouver des solutions plus efficaces d'amélioration des services d'analyse biomédicale, sans brimer la population de ressources essentielles.

« Il y a beaucoup de questions qui se posent pour les patients que ce soit au niveau de l'accessibilité, de la qualité et de la proximité. Il faut prendre une pause, un recul avant d'aller plus loin », indique le député du Parti québécois, Sylvain Gaudreault.

Des manifestations se dérouleront le 30 mars sur l'heure du midi devant les centres hospitaliers de la région.

Du côté libéral



Le député du Parti québécois, Sylvain Gaudreault Photo: TC Media-Sabrina Malaisson

Questionné à ce sujet, le premier ministre Philippe Couillard refuse l'idée d'un moratoire, mais se dit prêt à revoir ce qui est nécessaire.

«S'il y a des enjeux de mise en place, des questions de sécurité, certainement qu'on va les regarder. C'est dans l'intérêt de la région d'utiliser au maximum des appareils modernes de façon à dégager plus de ressources pour donner plus de soins à nos patients.»